

Communiqué du WWF : Un double discours du gouvernement qui ne prépare pas l'avenir des agriculteurs

jeudi 7 octobre 2010

WWF - 07/10/2010

Répondant à une question sur les objectifs du Grenelle de l'Environnement dans Ouest France, Bruno Le Maire demandait « *une pause en matière de règles environnementales* ».

Il reprend en cela l'annonce faite par le président de la République le 28 août dernier à des agriculteurs : « *j'ai demandé un moratoire sur les obligations environnementales qui vous sont imposées* ».

Cette annonce est un recul du président de la République face aux multiples pressions des forces les plus conservatrices du monde agricole : il répond ainsi positivement à la demande de Jean-Michel Lemétayer du 21 décembre dernier d'une « *pause* » dans l'application des mesures agro-environnementales.

Un double discours qui ne prépare pas l'avenir des agriculteurs

« *On ne peut que dénoncer un double discours : le président de la République ne peut pas à la fois « croire à une agriculture durable », avoir « l'ambition de mettre la France au premier rang des pays qui construiront une agriculture durable » et en même temps demander un « moratoire » sur les obligations environnementales. C'est ne pas avoir compris que l'environnement peut être un atout pour les agriculteurs comme cela a été démontré par les dizaines de milliers d'agriculteurs qui l'ont mis au cœur de leurs pratiques tout en dégageant un bon revenu. Avec un tel recul et en considérant l'environnement comme une « contrainte », le président Sarkozy ne sera pas le président de l'agriculture durable », analyse Serge Orru, Directeur général du WWF-France.*

« *En justifiant cette « pause » par la crise qui frappe le monde agricole, le président de la République et son ministre de l'Agriculture commettent une grave erreur. Est-ce l'obligation d'avoir 1% de particularités topographiques sur une exploitation qui met à mal le revenu des agriculteurs ou bien les coûts de production élevés de l'agriculture intensive qui recourt massivement aux engrais et pesticides ? L'environnement ne doit pas être le bouc-émissaire de la profonde crise structurelle de l'agriculture française. La crise économique devrait au contraire inciter à accélérer la conversion du modèle agro-industriel français vers des pratiques durables » constate Isabelle Laudon, Responsable des politiques européennes au WWF-France.*

Par ce recul, le président de la République et son ministre de l'Agriculture ne préparent pas l'avenir des agriculteurs français : d'abord, l'agriculture n'a pas d'avenir dans un environnement dégradé et les agriculteurs doivent se préparer au monde de l'après-pétrole et de la raréfaction des matières premières, ensuite il n'y a aura pas moins mais plus d'environnement dans la prochaine Politique Agricole Commune.

Des conséquences lourdes pour les agriculteurs, les écosystèmes et le contribuable

« *Par ces annonces, le président de la République et son ministre de l'Agriculture balayent d'un revers de main les recommandations des plus hautes institutions de la République, comme le Conseil d'Etat et la Cour des Comptes. Cette dernière dénonçait dans son rapport 2010 « l'insuffisante volonté de l'Etat de remettre en cause des pratiques agricoles marquées par l'encouragement au productivisme et le choix d'une agriculture intensive ». Il y a en effet trente ans d'insuffisante volonté dont les contribuables paient très lourdement la facture. La remise en cause des couvertures hivernales, qui permettent de protéger les sols entre deux cultures, aggravera l'état déjà catastrophique d'une ressource en eau largement contaminée par les nitrates, rendant à certains endroits de plus en plus difficile de produire de l'eau*

potable. Ce n'est pas avec de tels assouplissements que la France échappera aux condamnations pour non respect des objectifs européens », prévient Isabelle Autissier, Présidente du WWF-France.

« L'annonce du président de la République est d'autant plus décevante qu'il avait, dans son discours de clôture du Grenelle, très courageusement reconnu que les agriculteurs étaient « les premières victimes des pesticides » et dénoncé le lobby « des firmes phytosanitaires ». Si l'objectif d'une réduction de 50% des pesticides d'ici 2018 était remis en cause, ce serait proprement irresponsable : il en va de la santé de dizaine de milliers d'agriculteurs. Nous appelons le président de la République à confirmer son engagement sur cet objectif », demande Serge Orru.

« Nous appelons avec force le ministre d'Etat, Jean-Louis Borloo, et la secrétaire d'Etat, Chantal Jouanno, à prendre clairement position. Il en va de leur devoir de défendre les objectifs du Grenelle mais aussi de prévenir toute aggravation de l'état de la ressource en eau en France, l'agriculture industrielle en étant la première cause de dégradation », ajoute Isabelle Autissier.

Cette crispation au plus haut niveau de l'Etat est inquiétante à la veille de la réforme de la PAC. « Dans six semaines le Commissaire européen à l'Agriculture qui considère, lui, que « l'environnement est le meilleur argument en faveur de la PAC » et aime à parler de « compétitivité environnementale » devrait présenter des propositions répondant aux grands défis environnementaux. Pendant que la France, crispée, se montre incapable « d'entrer dans le monde d'après » pour reprendre le slogan du Grenelle », regrette Isabelle Laudon.

Communiqué publié à l'adresse http://www.newspress.fr/Communique_FR_233293_562.aspx

Copyright © Site de l'Association Adéquations - <http://www.aequations.org/spip.php?article1435>